

PRÉSIDENCE
DE LA
RÉPUBLIQUE

Etat-Major Particulier

Le 23 octobre 1993

(u)

- N O T E -

à l'attention de Monsieur le Président de la République
(Sous couvert du Secrétaire Général)

HU

O B J E T : Situation au BURUNDI.

Une réunion interministérielle s'est tenue ce matin
au Quai d'Orsay. Il en ressort :

1) Situation.

L'exécution par les rebelles du Président N'DADAYE,
très probable, n'a cependant toujours été confirmée.

Des témoignages recueillis au RWANDA font déjà état
de massacres entre les deux ethnies HUTU et TUTSI, à
l'intérieur du pays.

Des dizaines de milliers de personnes se sont
réfugiées au RWANDA.

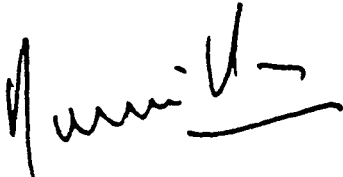
Sur le plan politique la situation reste confuse.
Le Comité National de Salut Public ne semble pas contrôler les
événements.

Un gouvernement en exil a été mis en place à KIGALI
par le ministre de la santé. Le Premier Ministre, pour sa
part, est présent à BUJUMBURA ; il est entré en contact avec
les ambassades occidentales. Il est constitutionnellement, en
l'absence du Président et du Président de l'Assemblée,
dépositaire de la légalité.

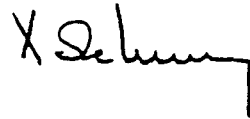
2) Position Française.

Un nouveau communiqué du Quai d'Orsay (ci-joint), annonçant la suspension de notre coopération, exigeant le retour à la légalité et présentant notre action pour isoler sur le plan international les autorités de fait, sera publié dans l'après-midi.

Enfin, des moyens militaires sont mis en alerte à BANGUI pour assurer l'évacuation éventuelle de nos ressortissants (900 personnes).



Dominique PIN



Contre-amiral de LUSSY